

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, demain à Bordeaux avec les "Ford"

Par Jean-Philippe Déjean | 20/09/2018, 14:59 | 906 mots



Les syndicats de Ford Aquitaine Industries veulent toujours y croire. (Crédits : Agence Appa)

Le ministre de l'Economie et des finances, Bruno Le Maire, dont les services suivent depuis des mois l'évolution du dossier Ford Aquitaine Industries, à Blanquefort (Gironde), arrive demain vendredi à Bordeaux, deux jours après son délégué interministériel aux restructurations d'entreprises. Il a rendez-vous avec les syndicats de FAI dès 8 h 30.

Bien sûr, il y a eu les vacances d'été mais depuis plusieurs semaines le dossier de l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI), spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques et condamnée à la fermeture en septembre 2019, était en suspens. Plus rien d'intéressant concernant l'avenir ne semblait pouvoir s'imposer dans cette filiale de Ford Motor Company, qui emploie 872 salariés à Blanquefort (Gironde). Seuls les syndicats continuaient le combat : dans une usante ambiance de "Désert des Tartares" où l'adversaire se fait attendre sans jamais se montrer. Cette phase de stagnation désertique est peut-être en train de s'achever à FAI puisque depuis quelques heures, les événements se bousculent.

"Nous devons nous entretenir par téléphone le 29 septembre avec Jean-Pierre Floris, le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises mais nous avons appris ce mercredi 19 septembre qu'il arrivait à Bordeaux pour nous rencontrer. C'est comme ça que nous avons appris que Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, arrivait à Bordeaux le vendredi 21 septembre... C'est bon signe que Bruno Le Maire vienne à notre rencontre car cela va remettre en lumière Ford Aquitaine Industries. Nous attendons de lui qu'il s'exprime de façon aussi complète que possible, pour connaître ses intentions avec clarté. Une netteté dont tous les autres acteurs de ce dossier ont besoin"

précise à La Tribune Gilles Lambersend, secrétaire général (CGT) du comité d'entreprise de FAI.

Ce dernier se réjouit aussi de la rencontre prévue le 27 septembre avec Alain Rousset, président (PS) du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

Philippe Poutou : "Obligés d'essayer d'interpréter"

Car pendant que les salariés s'accrochent à l'arrivée encore hypothétique d'un repreneur pour leur usine, le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), lancé par Ford avant l'été, poursuit son chemin.

*"Ce PSE continue à se dérouler même si nous avons réussi à gagner un mois de délai. Il n'empêche que les discussions prévues dans ce cadre s'achèveront fin décembre et qu'en janvier 2019 le PSE sera homologué. Les licenciements commenceront début août pour s'achever fin septembre"*égrène Gilles Lambersend.

L'avancement du PSE n'empêche pas de travailler sur la reprise du site et ce sera apparemment encore le cas en janvier 2019. Les rebondissements imprévus enregistrés cette semaine ne se limitent pas aux représentants du gouvernement. Avec là aussi une nouveauté qui a remué les plus endurcis des syndicalistes, à commencer par le cégétiste Philippe Poutou, ex-candidat NPA à la présidentielle.

"Hier mercredi le groupe Ford Motor Company s'est pour la première fois exprimé sur la reprise de l'usine. Avant les vacances plus personne ne croyait que Ford prendrait la peine de s'exprimer à ce sujet. C'est pourtant ce qui s'est passé. Alors, comme nous n'avons pas suffisamment d'éléments d'information, nous sommes obligés d'essayer d'interpréter ce qui se passe. Pourquoi Ford a communiqué hier et pourquoi Le Maire arrive juste après la venue de Jean-Pierre Floris ? Il y a un affichage et une intention, alors qu'avant il n'y avait plus rien" analyse avec un peu de perplexité Philippe Poutou.

Ford dit prendre son temps pour bien choisir

Dans son communiqué le groupe Ford Motor Company assure continuer à rechercher un repreneur pour FAI. Un repreneur qui serait suffisamment fiable pour obtenir l'accord du groupe Ford et des salariés de FAI.

"Depuis le mois d'avril, Ford discute d'une éventuelle reprise avec un acquéreur potentiel, dans le cadre d'un accord de confidentialité. Des progrès significatifs ont été réalisés au cours des dernières semaines et des derniers mois durant les échanges entre les parties" rembobine le constructeur automobile dans son communiqué.

Ford insiste ensuite sur le fait qu'aucune convergence n'a encore été trouvée avec le candidat repreneur, Punch Powerglide, fournisseurs de boîtes de vitesse, faute notamment d'accord sur les volumes à produire par l'usine *"dans les années suivant la vente et les licences requises par le repreneur..."*.

Ford explique être exigeant afin de mieux protéger les salariés et d'obtenir un projet qui puisse tenir la route à long terme. Le constructeur automobile finit par un appel au soutien *"de tous les acteurs clés, tant au niveau national qu'au niveau local, afin de concourir à assurer un résultat positif pour le site de FAI"*.

Impossible de ne pas écouter l'annonce de Ford

Tout comme ses collègues Philippe Poutou ne veut pas se montrer naïf face aux arguments de Ford et n'oublie pas de rester lucide. *"Nous sommes embêtés : on ne peut*

pas faire confiance à Ford car nous manquons d'informations et en même temps Ford se met à reparler d'un repreneur alors que cette question était jusque-là taboue, y compris en comité d'entreprise..." resitue Philippe Poutou.

Il va jusqu'à se demander si la manifestation revendicative programmée ce samedi 22 septembre, à 14 heures à Bordeaux, place de la République, n'a pas eu de l'influence sur l'accélération des événements.

"Nous attendons des collègues des usines Ford de Valence, en Espagne, de Cologne et Sarrelouis en Allemagne. Nous attendons aussi des cheminots qui viendront de Paris, nous devons construire quelque chose de plus large. Nos collègues européens ne seront pas très nombreux mais cela fait des années que nous n'en avons plus accueillis dans une manifestation à Bordeaux" contextualise l'ancien candidat à la présidentielle.